

Roi Morvan. Le projet de fermeture de la trésorerie de Gourin s'invite au conseil



Une dizaine de manifestants représentant l'intersyndicale des finances publiques du Morbihan ont interpellé les élus de Roi Morvan Communauté, réunis en conseil communautaire jeudi 3 octobre 2019, sur le projet de fermeture de la trésorerie de Gourin.

Une dizaine de manifestants, opposés à la fermeture annoncée de la trésorerie de Gourin (Morbihan), sont allés à la rencontre des élus de Roi Morvan communauté, réunis en conseil communautaire jeudi 3 octobre 2019.

L'ordre du jour était plutôt léger, à l'instar d'une décision modificative d'un budget d'investissement portant sur... dix centimes d'euros. Réunis en conseil communautaire jeudi soir 3 octobre 2019 à Gourin (Morbihan), les élus de Roi Morvan communauté (RMCom) ont expédié en une petite heure l'ensemble des points, tous votés à l'unanimité

L'animation est finalement venue de l'intersyndicale des finances publiques du Morbihan, qui avait envoyé une petite délégation devant la salle des fêtes de Tronjoly, où s'est réuni le conseil. Une dizaine de personnes a distribué tracts et pétitions aux élus, dénonçant la réforme dite de la géographie revisitée portée par Gérard Darmanin, le ministre de l'Action et des Comptes publics.

« On compte sur vous ! »

Dans ce cadre, la Direction départementale des finances publiques envisage la fermeture de la trésorerie de Gourin en 2021 ou 2022, dénoncent les manifestants. Déjà qu'entre Pontivy et Gourin il n'y a plus rien, observe Christophe Rissel, de la CGT. **Les services publics sont en train de désertier le Centre-Bretagne.** »

On a besoin de proximité en milieu rural, appuie son confrère de la CFDT, Hervé George. La trésorerie de Gourin emploie six agents, avec des temps d'accueil du public. Elle exerce principalement deux missions : le recouvrement de l'impôt et la gestion communale.

Les syndicalistes disent ne pas croire du tout aux points de contact qui se substitueraient aux actuelles trésoreries, notamment à travers les futures Maisons France Service. Ce sera un transfert de charges de l'État vers les collectivités, mettent en garde les manifestants, autorisés à s'exprimer devant les élus par le président de RMCom, Michel Morvant. Et d'ajouter : **On compte sur vous, il y a urgence !**

Une demande *a priori* entendue, le conseil communautaire s'engageant à adopter prochainement une délibération de soutien.

Un pôle enfance-jeunesse à Guéméné ?

La réunion a ensuite repris son cours et, après l'évacuation des points secondaires, Christian Derrien, président de la commission enfance-jeunesse, a présenté un projet d'espace de vie sociale communautaire à Guéméné-sur-Scorff. À l'origine de l'idée, un manque d'espace pour l'accueil de loisirs communautaires, actuellement hébergé dans des locaux scolaires. Nous devons refuser des familles, informe Christian Derrien.

Ce nouvel espace se voudrait un pôle unique de services dédiés à l'enfance et la jeunesse, renseigne l'élu. Le projet n'en est pour l'instant qu'au lancement d'études et aux demandes de financements. Aucun montant n'a été évoqué. Et, aux élus inquiets pour les finances communautaires : Nous savons que ce type d'investissement est largement soutenu par la Caf et la Région, généralement autour de 70 %. Il ne sera pas non plus nécessaire d'augmenter notre budget de fonctionnement.